

ACTUALITE REGIONALE

15,5 M EUR de l'UE pour 300 start-ups et PME dans le Sahel

[L'Union européenne \(UE\) et Investisseurs & Partenaires \(I&P\) ont annoncé, le 10 juillet 2020, le lancement d'I&P Accélération au Sahel.](#) Déployé sur quatre ans, ce programme de 15,5 M EUR, financé par l'UE, bénéficiera à 300 start-ups et PME opérant dans 13 pays de la sous-région sahélienne : au Bénin, au Burkina Faso, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Gambie, en Guinée, au Ghana, au Mali, au Mauritanie, au Niger, au Tchad, au Togo et au Sénégal. Dans un premier temps, une quinzaine d'entreprises bénéficieront d'un appui financier et d'un accompagnement technique. I&P Accélération au Sahel est déployé localement par les équipes d'I&P ainsi que par 4 sociétés de gestion sponsorisées et partenaires d'I&P, gérant des fonds d'investissement en capital dédiés aux PME locales à fort potentiel : Comoé Capital en Côte d'Ivoire, Teranga Capital au Sénégal, Sinergi Burkina au Burkina Faso et Sinergi Niger au Niger.

Publication des résultats de la première Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages dans l'UEMOA

La Commission de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) a récemment [publié les résultats de la première enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages \(EHCVM\)](#), réalisée en deux vagues et simultanément dans l'UEMOA sur les périodes de septembre à décembre 2018 et d'avril à juillet 2019. Les indicateurs de la pauvreté monétaire ont été calculés selon deux approches. La première utilise le seuil international de pauvreté monétaire modérée (3,2 USD par personne et par jour en Parité du Pouvoir d'Achat de 2011) et permet de comparer les pays. Elle donne les incidences de la pauvreté suivantes : 32,6% au Sénégal ; 33,5% en Côte d'Ivoire ; 47% au Mali ; 47,5% au Bénin ; 50,4% au Togo ; 56,2% en Guinée-Bissau ; 63% au Burkina Faso et 75,5% au Niger. La seconde approche utilise les seuils de pauvreté nationaux pour chaque pays et donne les incidences de la pauvreté suivantes : 37,8% au Sénégal ; 38,5% au Bénin ; 39,4% en Côte d'Ivoire ; 40,8% au Niger ; 41,4% au Burkina Faso ; 42,1% au Mali ; 45,5% au Togo et 47,7% en Guinée-Bissau. Toutefois, compte tenu de différences d'ordre méthodologique, les indicateurs de pauvreté monétaire de l'EHCVM ne sont pas comparables avec ceux issus de ces anciennes enquêtes dans chaque pays.

CMA CGM réduit le temps de transit entre l'Afrique de l'ouest et l'Asie

[La compagnie maritime française CMA CGM a annoncé qu'elle lancerait son nouveau service « Round the Africa » le 25 juillet 2020 à Shanghai](#), en Chine. Avec une flotte de onze navires d'une capacité nominale de 4 200 EVP, la CMA CGM entend réduire le temps de trajet entre l'Afrique de l'Ouest et l'Asie grâce à ce service. Shanghai sera ainsi desservi en 29 jours depuis Abidjan, 36 jours depuis Freetown et 39 jours depuis Dakar.

BENIN

African Parks gèrera le Parc national du W-Bénin

[Le gouvernement s'est engagé significativement et à long terme pour la sécurisation du Parc National du W-Bénin en signant récemment un partenariat avec African Parks](#), afin d'assurer la protection de la biodiversité et la durabilité des écosystèmes au bénéfice des populations et de la faune du pays. Le Parc National du W est contigu au Parc National de la Pendjari, également géré par African Parks et ce, depuis 2017, par le biais d'un partenariat avec le ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (MCVDD), l'Agence Nationale pour la promotion des Patrimoines et le développement du Tourisme (ANPT) et le Centre National de Gestion des Réserves de Faune (CENAGREF). Combinés, ces deux parcs au Bénin constituent plus de la moitié de l'aire du Complexe W-Arly-Pendjari (WAP), paysage transfrontalier représentant le plus vaste écosystème intact en Afrique de l'Ouest. Le Parc National du W est le 18^{ème} à rejoindre le portefeuille d'African Parks.

BURKINA FASO

Hausse de l'investissement privé en 2019

[Le ministre en charge du Commerce, Harouna Kaboré, a présidé la rencontre avec la presse le 29 juin 2020 sur la dynamique des investissements dans le pays.](#) En 2019, l'investissement privé a atteint 1 296,6 Mds FCFA (près de 2 Mds EUR) au Burkina Faso, contre 567,4 Mds FCFA (865 M EUR) pour le public. Toutefois, les investissements privés et publics pourraient être impactés significativement en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19. La création d'entreprises au Burkina Faso a connu une croissance continue entre 2016 et 2019, passant respectivement de 11 661 à 13 137 (dont 50% dans le domaine du commerce, 43% dans le domaine des services, 4% dans l'artisanat et 3% dans l'industrie), grâce, selon le ministre, aux mesures de facilitation de création d'entreprises prises par le gouvernement. Le nombre d'entreprises agréées au code des investissements sur la période est de 283, pour un investissement total de 9 759 Mds FCFA (14,9 Mds EUR). Le code minier, quant à lui, a permis de passer de 10 mines industrielles en 2016 à 16 mines en 2019 (15 mines d'or et une mine de zinc). Pour autant, les défis sont nombreux, outre la situation sécuritaire et sanitaire ; ont été relevés : l'insuffisance de capital humain, d'infrastructures de base, les difficultés d'accès au financement pour les PME/PMI, l'insuffisance et le coût de l'électricité, le coût du transport, la non-application des textes réglementaires et les délais d'obtention des licences d'affaires.

Lancement du Projet d'appui à la promotion des filières agricoles

[Le gouvernement a lancé le 10 juillet un projet d'appui à la promotion des filières agricoles \(PAPFA\).](#) D'un montant de 73 Mds FCFA (111,4 M EUR), il vise à soutenir les filières du riz, du maraîchage, du niébé et du sésame dans les régions Boucle du Mouhoun, Cascades, Hauts-Bassins et Sud-Ouest. Il prévoit l'aménagement de 3 000 hectares de bas-fonds et de 600 hectares de jardins maraîchers, la construction de 208 magasins de stockage ainsi que la réhabilitation de 208 km de pistes rurales. 300 000 personnes devraient bénéficier des retombées du PAPFA. Pour rappel, le projet bénéficie d'un soutien de 38 M USD (33,3 M EUR) de la part du Fonds international de développement agricole (FIDA).

CÔTE D'IVOIRE

4 M USD des Etats-Unis pour la lutte contre le travail des enfants dans la culture du cacao

Le 14 juillet 2020, [le Département américain du travail \(DoL\) a annoncé que le Ghana et la Côte d'Ivoire bénéficieraient chacun d'un don de 4 M USD pour soutenir la lutte contre le travail des enfants dans la chaîne de valeurs du cacao.](#) Cette enveloppe permettra de renforcer la responsabilisation des coopératives de producteurs dans la surveillance de la situation des enfants dans les plantations et de soutenir les ménages vulnérables au sein des coopératives. Pour rappel, selon une étude menée sur la période de mars à mai 2020 et publiée dans le rapport de la Fondation International Cocoa Initiative (ICI), le travail infantile dans les plantations de cacao en Côte d'Ivoire a augmenté de 19,6% par rapport à l'année précédente. La culture du cacao mobilise près de 1 M de producteurs et nourrit environ 20% de la population ivoirienne. Elle est la principale source de devises de la Côte d'Ivoire, représentant environ 40% des recettes d'exportation.

Eranove offre des masques pour la lutte contre la COVID-19 et la Fondation Orange CI fait un don aux victimes des inondations d'Anyama

[Le groupe français Eranove a procédé à un don d'une valeur globale de 555,2 K EUR \(365 M FCFA\) dans le cadre de ses actions de solidarité face à la pandémie de la COVID-19.](#) Une composante de ce don est destinée à l'acquisition de 200 000 masques artisanaux pour un montant de 152,7 K EUR (100 M FCFA). La conception de ces équipements de protection a été confiée à Uniwax, filiale du groupe hollandais Vlisco. Dans la même veine, [la filiale ivoirienne du groupe Orange, à travers sa fondation, a apporté une aide aux populations sinistrées de la commune d'Anyama](#) à la suite des pluies diluviennes qui se sont abattues sur la ville d'Abidjan. Ce don d'une valeur de 21,4 K EUR (14 M FCFA) est essentiellement composé de vivres et de biens matériels (matelas, cache-nez, draps...).

Création d'un guichet administratif unique

[Les autorités ivoiriennes prévoient la mise en place d'un nouveau système de centralisation de l'accès aux informations et aux documents administratifs fournis par l'Etat aux populations.](#) Ce guichet unique, présenté sous l'appellation de « maison du citoyen », sera à la fois une plateforme physique et électronique. Il vise à réduire les délais et les coûts liés à la délivrance de ces documents. Cette nouvelle procédure s'ajoute aux précédentes initiatives des services publics dans les secteurs du transport (guichet unique automobile), du commerce extérieur (guichet unique du commerce extérieur) et de la construction (guichet unique du permis de construire).

Reprise des vols régionaux d'Air Côte d'Ivoire

[La compagnie aérienne nationale, Air Côte d'Ivoire, a annoncé le redémarrage de ses premiers vols sous régionaux à compter du 15 juillet 2020.](#) Ces premiers vols seront à destination du Sénégal, du Gabon et du Bénin. Les dessertes vers le Togo et le Niger seront rouvertes à compter du 21 juillet 2020. Quant aux vols en direction du Ghana, du Nigeria, de la RDC, du Burkina Faso, du Liberia, de la Sierra Leone, du Congo, du Cameroun, du Mali et de la Guinée, leur relance est prévue à partir du 1^{er} août 2020.

Levée de l'isolement du grand Abidjan

[Le conseil national de sécurité \(CNS\) ivoirien a décidé de mettre fin à l'isolement du grand Abidjan vis-à-vis de l'intérieur du pays.](#) Cet isolement était imposé depuis le 26 mars 2020 par les pouvoirs publics dans la lutte contre la pandémie.

GAMBIE

66 M USD obtenus de la CEDEAO et de la Banque mondiale pour l'amélioration de l'accès à l'électricité

[Le projet régional de la CEDEAO pour l'accès à l'électricité \(ECOWAS-REAP\) en partenariat avec la Banque mondiale a alloué 66 M USD au secteur électrique gambien.](#) Le financement servirait à l'amélioration de l'accès à l'électricité des populations et la mise en place d'une extension de la ligne de transmission de 225 kV construite par l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie (OMVG). La nouvelle ligne s'étendrait entre les sous-stations de Soma et de Brikama, apportant l'électricité à toutes les populations habitant le long des 100 km séparant les deux localités.

GUINEE

Taux d'inflation à 11,5% en g.a. en mai

[Le taux d'inflation en Guinée s'est situé à 11,5% en glissement annuel \(g.a.\) en mai 2020,](#) en baisse de 0,1 point de pourcentage par rapport au mois précédent. Les principaux postes qui ont enregistré une hausse des prix sont « produits alimentaires, boissons et tabac » (+13,2% en g.a.) et « Transports » (+32,6%). En moyenne annuelle, l'inflation s'établit 9,7% en mai, légèrement en dessous du seuil de convergence de la CEDEAO (fixé à 10%).

LIBERIA

10 M EUR de l'AFD en appui à la formation professionnelle et technique pour soutenir l'emploi des jeunes dans les filières agricoles durables

[Le ministre libérien des Finances et l'Ambassadeur de France au Libéria ont procédé, le 14 juillet, à la signature d'une subvention de 10 M EUR de l'Agence française de développement \(AFD\) pour un projet de formation professionnelle et technique dans des filières agricoles durables.](#) Cette subvention permettra la formation de plus de 2000 jeunes en électricité, reconstruction, agriculture et en soutenant six centres de formation professionnelle pour développer l'agriculture par la pisciculture et le maraîchage. Pour rappel, l'agriculture représentait 73% du PIB au Libéria en 2018.

Inflation à 18,36% en g.a. en mai

[Le taux d'inflation en mai au Libéria s'est établi à 18,36% en glissement annuel \(g.a.\)](#), après 22,51% le mois précédent. Ce niveau d'inflation est imputable principalement au renchérissement des prix des produits alimentaires et boissons non-alcoolisées (+28,24% en g.a), des services de restauration et hotels (+27,14% en g.a) ainsi que des biens et services de santé (+17,8% en g.a). Pour l'ensemble de l'année 2020, le taux d'inflation moyen est projeté à 17,6% par le FMI.

Réception de billets de banque supplémentaires pour un montant de 4 Mds de LRD par la CBL

[La Banque centrale du Libéria \(CBL\) a annoncé, le 7 juillet 2020, la réception billets de banque supplémentaires pour un montant total de 4 Mds de LRD](#), en vue de soulager la demande en monnaie, en particulier lors des prochaines célébrations de l'indépendance de juillet. La CBL a bénéficié du soutien technique de Kroll Associates (une société britannique spécialisée dans les enquêtes sur la fraude et la gestion des risques) pour l'acquisition de ces billets, dans le cadre d'un programme d'assistance technique de l'USAID (Agence des États-Unis pour le développement international). La CBL, en collaboration avec le cabinet, travaillera au cours des prochains jours à la validation technique des nouveaux billets afin de s'assurer de leur conformité avec les spécifications contractuelles. Pour rappel, le cabinet Kroll a produit en février 2019, sur requête du Gouvernement libérien, [un rapport d'investigation sur les irrégularités de procédures relatives à l'achat de nouveaux billets de banque par la CBL](#).

MALI

Une mission de la CEDEAO pour faciliter le dialogue entre l'opposition et les autorités maliennes

[Une mission de la CEDEAO, conduite par l'ancien président du Nigeria Jonathan Goodluck, s'est rendue à Bamako](#) le 15 juillet 2020 afin de faciliter le dialogue entre les parties prenantes de la crise politique que traverse actuellement le Mali. Cette mission fait suite aux violences qui ont émaillé le troisième grand rassemblement de l'opposition dirigée par l'imam Mahmoud Dicko le 10 juillet, et qui se sont poursuivies durant le week-end. Pour rappel, le 11 juillet, le Président malien Ibrahim Boubacar Keïta a annoncé la dissolution de la Cour constitutionnelle pour tenter de dissiper les tensions. L'opposition politique regroupée au sein du Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP) a toutefois appelé à un nouveau rassemblement le 17 juillet.

Hausse de 39% en g.a. de la production d'or de la mine de Fekola.

[Selon un communiqué de la compagnie B2Gold](#), sa mine d'or de Fekola au Mali a produit 311 435 onces (un peu plus de 8,8 T) d'or au terme du 1^{er} semestre 2020, en hausse de 39% par rapport au 1^{er} trimestre 2019 et de 7% par rapport aux prévisions. Cette performance a été possible grâce à l'expansion de la flotte minière et à l'optimisation de la conception des puits et du plan minier qui ont permis l'accès à des teneurs plus élevées des gisements. La mine d'or de Fekola contribue ainsi à 61,5% de la production consolidée de B2Gold, constituant ainsi l'actif le plus important pour la société. Pour l'ensemble de l'année 2020, B2Gold estime que la mine de Fekola devrait produire entre 590 000 et 620 000 onces (entre 16,7 et 17,6 T) d'or. Pour rappel, le Mali est le troisième producteur d'or en Afrique, derrière le Ghana et l'Afrique du Sud, avec 48 T extraites en 2019.

Inflation négative, à -0,6% en g.a. en juin

[L'indice harmonisé des prix à la consommation \(IHPC\) au Mali, au mois de juin 2020, a connu une baisse de -0,6% en glissement annuel \(g.a\)](#). Cette baisse est due principalement au repli des prix des biens et services liés à la communication (-15% en g.a.), au transport (-3,7% en g.a) et au logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles (-0,9% en g.a.). Cette tendance a été partiellement atténuée par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+1,6% en g.a.). En moyenne annuelle, le taux d'inflation se situe à -1,9% en juin. Pour rappel, le critère de convergence de l'UEMOA fixe le seuil maximum de l'inflation à 3% ; le Mali se situant donc bien en-deçà de ce seuil.

MAURITANIE

QNB victime d'un détournement de 2,7 M USD

[Un détournement de 2,7 M USD a été signalé par Qatar National Bank \(QNB\) à la Banque Centrale de Mauritanie \(BCM\) le 15 juillet 2020.](#) L'institution qatarie a demandé à la BCM de suspendre l'ensemble des opérations de dépôt et retrait sur son compte en attendant d'éclaircir la situation. Cette filiale de QNB à Nouakchott a récemment licencié son Directeur pour des « divergences au sujet de questions administratives internes ». Ce détournement intervient moins de 3 semaines après la découverte par la BCM de la disparition dans ses comptes de 1,5 M USD.

Le Japon signe un don de 812 000 EUR dans le cadre de la lutte contre la pandémie de coronavirus

Un échange de notes relatif au programme de développement économique et social a été signé mercredi 15 juillet 2020 à Nouakchott entre le ministre de l'Economie et de l'industrie et l'ambassadeur du Japon en Mauritanie. [La Mauritanie bénéficiera de 35 M MRU \(812 000 EUR\) pour lutter contre la pandémie de coronavirus](#), grâce à l'acquisition d'équipements, de matériels médicaux, mais également la maintenance des installations existantes et la formation du personnel.

Le conseil des ministres approuve la ratification de deux conventions entre l'OCDE et le Sénégal

[Le conseil des ministres du jeudi 9 juillet 2020 a approuvé la ratification de deux conventions.](#) La première est relative à l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale signée le 12 février 2019 à Paris entre le gouvernement mauritanien et l'OCDE. Cet outil devrait servir à lutter contre la fraude fiscale, la corruption et le blanchiment d'argent. Il permettra notamment d'ouvrir de 6 à 137 le réseau des pays avec lesquels la Mauritanie échange des renseignements et des informations. La deuxième convention est celle régissant le régime fiscal et douanier applicable au projet de construction de Pont de Rosso, signée le 18 février 2020 à Nouakchott entre les gouvernements mauritanien et sénégalais. Cette convention fixe les règles fiscales en matière d'exonération et d'admission temporaire. Il est à noter que seules les entreprises de droit mauritanien ou sénégalais peuvent bénéficier des avantages du régime spécial de cette convention.

NIGER

4,6 M EUR du MCC pour financer 52 projets agricoles au Niger

Le 7 juillet 2020, [l'Ambassade des Etats Unis au Niger a dévoilé les projets de 52 entreprises et coopératives rurales bénéficiaires du Programme Compact Niger du Millenium Challenge Corporation \(MCC\)](#) dans son volet « Agriculture résiliente au climat ». Le montant total attribué à ces projets est de 3 Mds FCFA (4,6 M EUR) sur une enveloppe totale de 430 M USD (377 M EUR) du programme Compact Niger. Cette sélection fait suite à un appel à propositions co-organisé par la Fondation des Etats Unis pour le développement africain (USADF) et le Millenium Challenge Account (MCA).

Lancement des projets agricoles de la FAO dans les régions de Maradi et de Zinder

La FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), avec l'appui de ses partenaires, a procédé en ce mois de juillet au lancement de plusieurs projets pour permettre aux agriculteurs et aux éleveurs de poursuivre leurs activités de production pendant la campagne agricole et pastorale 2020. [Pour la région de Maradi](#), il s'agit du projet d'Appui à la préservation des moyens de subsistance des ménages ruraux vulnérables en situation d'urgence, financé par les fonds CERF des Nations unies, et le projet d'Appui d'urgence aux ménages vulnérables affectés par les inondations, le déficit fourrager et céréalier et la crise sécuritaire au Niger en 2019, financé par la FAO. Ces projets comprennent entre autres de la distribution des semences améliorées à haut rendement de mil et niébé ; la distribution d'aliments pour bétail et les opérations d'embouche ovine et bovine. [Pour la région de Zinder](#), le projet d'Appui à la campagne agropastorale 2020 dans la région vise à fournir des semences et aliments de bétail aux bénéficiaires de la zone d'intervention du programme, plus précisément 200 T d'aliments et 67,5 T de semences améliorées.

La gestion de l'ARCEP épinglée par la Cour des comptes

[Le rapport de la Cour des comptes, rendu public fin juin 2020, incrimine la gestion, entre 2014 et 2016, de l'Autorité de régulation des télécommunications et de la poste \(ARTP\)](#), devenue depuis l'Autorité de régulation des communications électroniques et de la poste (ARCEP) en 2018. Elle relève entre autres : des défauts de procédures techniques de contrôle des opérateurs des télécommunications et de la Poste et de procédure d'audit interne et de contrôle de gestion : le non versement au Trésor public des résultats excédentaires réalisés entre 2014 et 2016 ; l'octroi d'une gratification et d'un 13^{ème} mois d'un montant cumulé de 335,9 M FCFA (0,5 M EUR) à l'ensemble des agents de l'ARTP et au Président du Conseil National de Régulation des Télécommunications et de la Poste (CNRTP) en violation des textes réglementaires ; recrutement de 19 agents sans appel à candidatures et l'octroi de dons et appuis à diverses entités et personnes physiques en violation de la loi. Toutefois, il faut noter que la gouvernance de l'ARCEP a été modernisée depuis la réforme, et l'institution a été dotée entre autres de manuels de procédures.

Baisse du chiffre d'affaires global du secteur des télécommunications

Selon le [rapport annuel de l'ARCEP pour l'exercice 2019](#), le parc d'abonnés mobile et fixe est passé à 11,6 M, soit une croissance annuelle de 11,7% et un taux de pénétration globale des services de téléphonie de 52,9%. Le taux de pénétration des services internet est passé quant à lui, de 23,9% en 2018 à 24,5% en 2019. Le chiffre d'affaires global des opérateurs a connu une baisse de 7,5% pour s'établir à 219,5 Mds FCFA (334,5 M EUR) en 2019. Celtel demeure leader du marché, avec un chiffre d'affaires annuel d'environ 71 Mds FCFA (108,2 M EUR). Les investissements réalisés par les opérateurs sont également en baisse (-9%) et s'établissent à 47,4 Mds FCFA (72,3 M EUR) en 2019. Par ailleurs, l'ARCEP a mobilisé au profit du Trésor Public 2,6 Mds FCFA (3,8 M EUR) au titre des sanctions pécuniaires infligées aux opérateurs.

SENEGAL

Financement partiel de la campagne arachidière par la BOAD

[La Banque ouest-africaine de développement \(BOAD\) a accordé une ligne de crédit à court terme d'un montant de 10 Mds FCFA \(15,2 M EUR\) à la Banque nationale pour le développement économique \(BNDE\)](#) pour le refinancement partiel de la campagne de commercialisation arachidière 2019/20 au Sénégal. La cérémonie de signature de la convention de financement s'est déroulée le 13 juillet à Dakar. Il s'agit de la troisième convention entre les deux banques ces deux dernières années. Pour rappel, le Sénégal produit chaque année plus de 1 Md T d'arachide.

Les Jeux olympiques de la Jeunesse reportés en 2026

[Le Sénégal et le comité international olympique \(CIO\) ont décidé, d'un commun accord, de reporter, à 2026, les jeux olympiques de la jeunesse initialement prévus à Dakar en 2022.](#) L'accord a été approuvé, le 15 juillet, par la commission exécutive du CIO et sera soumis, pour ratification, à la Session du CIO le 17 juillet 2020. Le report de Dakar 2022 permettrait au CIO, aux Comités Nationaux Olympiques (CNO) et aux Fédérations Internationales (FI) de mieux planifier leurs activités, fortement affectées par le report des Jeux Olympiques de Tokyo 2020, les reports ultérieurs des grandes compétitions sportives internationales ainsi que les conséquences opérationnelles et financières de la crise sanitaire mondiale.

De nouvelles conditions aux voyageurs et compagnies aériennes

Le Sénégal, après près de quatre mois d'une fermeture totale de son espace aérien en raison la pandémie de COVID-19, a autorisé, le 15 juillet, la reprise des vols internationaux. [Le ministère du Tourisme et des transports aériens, a listé, dans la circulaire N°03/2020 datant du 14 juillet 2020, les conditions de reprise du trafic par les compagnies aériennes autorisées à desservir le pays.](#) Parmi ces conditions, le passager doit être résident d'un pays qui ne figure pas sur la liste des pays appliquant une restriction pour le déplacement des ressortissants du Sénégal, que ce soit en Afrique, en Asie, en Europe ou en Amérique. En cas de transit au Sénégal, le passager doit remplir les conditions requises et publiées par le pays de destination. Toutefois, une exemption s'appliquerait aux ressortissants des Etats membres de l'UEMOA ou de la CEDEAO ; aux

ressortissants de pays tiers régulièrement établis au Sénégal et détenteur d'une carte de séjour délivrée par les services compétents de la République du Sénégal ; aux voyageurs ayant une fonction ou des besoins essentiels.

Don de 100 000 masques au Ministère de la santé, par le groupe CMA-CGM

Le groupe CMA-CGM, présent dans le domaine du transport maritime et de la logistique, a offert, le 16 juillet, en présence de l'Ambassadeur de France, 100 000 masques au Ministère de la Santé et de l'Action Sociale.

SIERRA LEONE

30 M USD de la Banque mondiale pour un Projet de commercialisation des petits exploitants et de développement de l'agro-industrie

[La Banque mondiale a accordé le 15 juillet un financement de 30 M USD pour le Projet de commercialisation des petits exploitants et de développement de l'agro-industrie en Sierra Leone.](#) Lancé en 2019, celui-ci comporte quatre volets : (i) le soutien aux liens entre les agriculteurs et les PME le long de certaines chaînes de valeur agricoles ; (ii) l'amélioration de l'accès aux marchés ; (iii) le renforcement des capacités du gouvernement et d'autres institutions pertinentes pour le développement de l'agribusiness ; et (iv) la coordination, le suivi et l'évaluation du projet. Il bénéficie également d'une contribution du Royaume-Uni à hauteur de 13 M USD.

Un projet de port maritime multifonctionnel à 1,4 Md USD

[La Sierra Leone veut construire un port multifonctionnel à 150 km au sud de la capitale, dans le village de Niti, dans le cadre d'un partenariat public-privé.](#) L'étude de préfaisabilité, terminée depuis décembre 2019, a été réalisée par Strong Hold Finance Group. Evaluée à 1,4 Md USD, l'infrastructure serait associée à une zone de libre-échange. Selon le président de la Presidential Infrastructural Initiative (PII), le démarrage des travaux est prévu d'ici la fin de l'année. L'Etat sierra-léonais conserverait une participation d'au moins 25% dans le port et les installations associées. Pour rappel, la PII a été créée en 2018 par le Président Bio. Le mandat de l'initiative est de planifier, concevoir et mettre en œuvre des projets d'infrastructure stratégiques qui couvrent tous les secteurs, en utilisant des méthodes de financement innovantes.

Karpowership signe un contrat de 5 ans avec la Sierra Leone

[Karpowership, l'un des plus grands exploitants mondiaux de centrales électriques flottantes, a conclu un accord de 5 ans pour fournir de l'électricité à la Sierra Leone,](#) a annoncé la société turque. Karpowership fournit déjà environ 80% de l'électricité de la nation ouest-africaine via deux centrales flottantes ancrées au large de la capitale Freetown dans le cadre d'un contrat signé en 2018. Le nouvel accord ajoutera 5 MW à la production actuelle. Globalement, Karpowership générera en moyenne 63 MW pendant la saison sèche et 23 MW pendant la saison des pluies pour la Sierra Leone Electricity Distribution and Supply Authority. Karpowership n'a pas divulgué les détails financiers de l'accord. Avec un taux d'électrification de seulement 5%, la capacité de production actuelle de la Sierra Leone est bien inférieure aux besoins de ses 8 M de citoyens. Les pannes prolongées sont fréquentes même dans la capitale et les zones urbaines.

TOGO

Le projet d'extension du réseau électrique à Lomé, d'un montant de 34 M EUR, attribué à AEE Power

[L'énergéticien espagnol AEE Power vient de remporter, pour 34 M EUR d'euros, l'avis d'appel d'offres international pour l'extension de réseaux Moyenne Tension / Basse Tension à Lomé.](#) Ce projet bénéficie du financement conjoint de l'Agence française de développement (AFD), l'Union européenne (UE) et de la KfW (Banque publique allemande). L'entreprise, qui maîtrise l'ensemble des segments de la chaîne ingénierie, approvisionnement et construction, a été retenue sur une liste où elle était en concurrence avec CEGELEC, EIFFAGE RMT, LSE&SOGEA SATOM et le groupement d'entreprises SAGEMCOM&MRI, entre autres.

Indicateurs Pays	BEN	BFA	CIV	RCI	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	4,5	18,5	4,5	19,3	16,3	7,6	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie																
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	3,2	17,2	5,2	9,2	24	3,9	5,4	140,3	1 642,7
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	728	927	1 143	477	1 474	515,9	670	1 060	1 658
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	1,2	4,9	3	5,2	6,2	3,7	4,7	6,3	3
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	23,4	1,7	3	3	0,5	16,9	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques																
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,8	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,8	-3,1	-3,8	-3,7
<i>Dettes publiques (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	40,5	36,6	83,9	55,1	64,4	71,3	74,6	52,5	48,5
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4		14,8	20,0	14,9	18,7		17,4	16,2	-
<i>Risque Pays¹</i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
Echanges																
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8		-4,3	-9,4	-12,0	-12,8		-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers² (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	9	374	205	170	856	16,2	344	3 573	11 015
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	49,7	11	43	270	99	19,1	18	1380	8 069
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-23,3	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-13,8	-7,9	-6,8	-2,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	2,6	-	5		-	3,4	-	5	5
Aspects qualitatifs																
<i>IDH (2018)³</i>	163	183	125	170	174	175	177	181	182	159	189	164	184	165	-	-
<i>Doing Business (2019)⁴</i>	153	151	131	122	149	152	175	175	145	148	143	141	163	137	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 189 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque